

[Text]

Mr. Crow: I do not regard the exchange rate as a tariff. The exchange rate of the value of our currency in international markets is a value decided by the confluence of the various policies, not only our policy but other countries' policies, and market perceptions of those policies. That is what the exchange rate is, not a tariff.

We do not push around the exchange rate. The exchange rate will essentially do what it does. The point I am making—we make it in our articles, speeches, studies—is what the exchange rate does, it will however do within the framework of a Canadian monetary policy that is anti-inflationary, not inflationary. That is the fundamental bedrock of Canadian monetary policy: not to determine or to seek a particular international level for the Canadian dollar.

• 2045

M. Nic Leblanc (député de Longueuil): J'aimerais poser une ou deux questions et faire quelques commentaires.

Est-ce que l'inflation était généralisée en 1978, 1979 et 1980 comme elle l'est aujourd'hui? Comme M. Nystrom disait, on constate actuellement que l'inflation est concentrée principalement à Toronto. Dans l'ouest et dans l'est du pays, au Québec, l'inflation est d'environ 4 p. 100, ce qui me semble tout à fait raisonnable.

Je me demande s'il n'aurait pas mieux valu demander au gouvernement de l'Ontario de contrôler ses salaires et ses loyers, parce que vous êtes actuellement en train de créer de l'inflation au Québec, à Montréal. Je sais que les loyers, dans la région de Montréal, sont déjà trop élevés et que les gens ont de la difficulté à les payer. En augmentant les taux d'intérêt, vous augmentez les loyers aussi. Vous êtes également en train de demander aux petites entreprises d'emprunter à des taux plus élevés, ce qui entraînera une augmentation du prix des produits.

Nous sommes en train de négocier avec les États-Unis en vue d'augmenter nos ventes vers ce pays. En augmentant les taux d'intérêt, vous risquez d'augmenter les prix des produits et l'inflation dans la région de Montréal, par exemple—c'est cette région que je connais le mieux—et de nuire ainsi d'une certaine façon à l'exportation aux États-Unis.

Je me demande quelle est votre politique. Je sais que vous êtes un expert dans le domaine. Je suis peut-être ignorant, mais il me semble que ce que vous faites est illogique. Il semble aussi que nous ne soyons pas les seuls à le penser. Les premiers ministres des provinces disent la même chose, et plusieurs économistes disent la même chose: vous êtes en train de créer de l'inflation ou de répartir l'inflation à travers le Canada, pénalisant ainsi les régions où il y a moins d'inflation. Il me semble que vous auriez dû demander au gouvernement de l'Ontario de contrôler ses salaires et ses loyers au lieu de pénaliser tout le Canada.

[Translation]

M. Crow: Je ne considère pas le taux de change comme un obstacle tarifaire. Le taux de change de notre devise sur les marchés internationaux est déterminé par la conjugaison d'une diversité de politiques, non seulement la nôtre, mais aussi celles des autres pays, ainsi que par l'idée que l'on se fait de ces politiques. C'est cela, le taux de change; ce n'est pas un obstacle tarifaire.

Nous n'essayons pas de faire bouger le taux de change. Ce que j'essaie de dire—cela se retrouve dans nos articles, nos allocutions et nos études—c'est que, quel que soit le mouvement du taux de change, il évoluera dans le cadre de la politique monétaire canadienne, qui, elle, est anti-inflationniste. Il s'agit là de l'un des fondements de la politique monétaire canadienne: en effet, cette politique repose sur le principe qu'il ne faut ni déterminer ni chercher à établir un niveau international donné pour le dollar canadien.

M Nic Leblanc (Longueuil): I would like to ask one or two questions and I also have a few comments to make.

Was inflation as widespread in 1978, 1979 and 1980 as it is today? As Mr. Nystrom was saying, today inflation is mainly concentrated in Toronto. In the West and in the Eastern Regions, as well as in Quebec, inflation stands at around 4%, which seems to me to be quite reasonable.

I wonder if it would not have been better to ask the Ontario Government to control salaries and rents, because right now you are creating inflation in Quebec, in Montreal. I know for a fact that rents in the Montreal area are already too high and that people are having trouble paying them. By increasing interest rates, you also increase rents. Furthermore, you are forcing small businesses to borrow money at higher rates, which will bring about a price increase.

We are in the process of negotiating with the United States with the hopes of increasing our sales to that country. By raising interest rates, you risk bringing about price increases and higher inflation in the Montreal area, for example—the area I know best—and, in so doing, hurting exports to the United States.

I wonder what your policy is. I know that you are an expert in this area. Perhaps I am ignorant, but what you are doing strikes me as being illogical. And I do not think we are the only ones who think so. The premiers of the provinces are saying the same thing, as well as several economists: You are creating or spreading inflation throughout the country, thus penalizing those regions where inflation is not as high. It seems to me that you should have asked the Government of Ontario to bring in salary and rent controls instead of penalizing the whole of Canada.